



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013

**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

TABLE DES MATIÈRES

Déclarations prospectives	4
Aperçu général.....	5
Direction des affaires.....	6
Stratégie commerciale.....	6
Indicateurs de rendement clés.....	7
Gestion des risques	9
Tendances du marché	9
Principales réalisations de l'exercice 2013	11
Activités abandonnées.....	12
Opérations sur devises	13
Mesures non conformes aux IFRS.....	14
Données financières annuelles choisies.....	15
Ventes consolidées	15
<i>Répartition géographique des ventes</i>	<i>16</i>
Marge brute	17
Frais de vente et d'administration	17
Résultat opérationnel	18
Frais financiers	18
Charge d'impôt sur le résultat	18
Résultat net	19
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	19
Flux de trésorerie et situation financière	20
<i>Distribution spéciale aux actionnaires.....</i>	<i>20</i>
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>20</i>
<i>Activités opérationnelles</i>	<i>21</i>
<i>Activités d'investissement</i>	<i>23</i>
<i>Activités de financement</i>	<i>24</i>
Régimes de retraite.....	25
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions.....	26
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées.....	26
Ajustement apporté à certains régimes de rémunération fondée sur des actions.....	28
Bilans consolidés.....	29
Aide gouvernementale.....	33
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels	33
Conjoncture financière et économique.....	34
Principales estimations comptables	35
<i>Perte de valeur des actifs non financiers</i>	<i>36</i>
<i>Paiement fondé sur des actions</i>	<i>36</i>
<i>Actifs d'impôt différés</i>	<i>36</i>
<i>Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite.....</i>	<i>37</i>
<i>Coûts de développement capitalisés.....</i>	<i>37</i>

<i>Provisions</i>	37
<i>Instruments financiers</i>	37
Modifications futures de conventions comptables	38
Contrôles et procédures internes	39
Risques et incertitudes	40
<i>Dépendance envers des clients importants</i>	40
<i>Disponibilité et prix des matières premières</i>	40
<i>Risques opérationnels</i>	41
<i>Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique</i>	41
<i>Conjoncture économique</i>	41
<i>Dépenses d'ordre militaire</i>	42
<i>Fluctuations des devises</i>	42
<i>Situation de trésorerie et accès à des sources de financement</i>	42
<i>Clauses restrictives</i>	42
<i>Fluctuation des taux d'intérêt</i>	43
<i>Environnement commercial externe</i>	43
<i>Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie</i>	43
<i>Questions d'ordre environnemental</i>	44
<i>Conventions collectives</i>	44
<i>Main-d'œuvre qualifiée</i>	44
<i>Obligations au titre des régimes de retraite</i>	44
Données financières trimestrielles choisies	46
Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2013	47
Perspectives	48
Renseignements supplémentaires et information continue	49

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2012 et le 31 mars 2013. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2013 à ceux de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société au 31 mars 2013. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur nos états financiers consolidés préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Le 31 août 2012, la Société a finalisé la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels (la « transaction de vente ») (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » ci-après. À la suite de cette transaction, Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires, principalement aux États-Unis. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, ainsi qu'à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions. Cette usine offre des compétences technologiques en matière de brasage sous vide et de brasage par immersion pour l'assemblage des métaux et est devenue la première installation de brasage sous vide de l'aluminium au Canada à obtenir l'accréditation Nadcap.

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination sociale de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en Bourse en 1986. En 2000, celle-ci a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation. Les deux entités ont ensuite fusionné pour former Héroux-Devtek inc., l'un des plus importants fabricants de deuxième niveau (*second tier*) de l'industrie aérospatiale canadienne.

Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., deux sociétés privées américaines basées dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire (désormais appelées l'unité d'exploitation « Landing Gear USA »).

Héroux-Devtek vend ses produits surtout à des fabricants d'équipement d'origine (OEM) comme United Technologies Airways System (UTAS), Messier-Dowty, Bombardier, Lockheed-Martin et Triumph, mais également sur le marché secondaire où elle compte parmi ses principaux clients l'Armée de l'air américaine (USAF). Au cours de l'exercice financier 2013, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 69 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, deux des clients de la Société représentent 24 % et 21 % de ses ventes consolidées.

Direction des affaires

La ligne de produits Trains d'atterrissage de la Société et les activités de l'usine Magtron sont gérées de façon décentralisée afin de stimuler l'esprit d'entreprise et l'engagement de tous les employés. Elles disposent des ressources de gestion, d'ingénierie, de fabrication et de commercialisation nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des marchés qu'elles desservent. La croissance et la rentabilité de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de l'usine Magtron sont respectivement du ressort du vice-président-directeur général de la ligne de produits Trains d'atterrissage et du directeur général de Magtron. Ils relèvent directement du président et chef de la direction de la Société. D'autre part, le vice-président, Finances et les contrôleurs relèvent directement du vice-président Contrôle et technologie de l'information et du vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société.

Le siège social de la Société assume les responsabilités liées à la publication des résultats financiers et autres documents de la Société, veille à ce que cette dernière s'acquitte de ses obligations en matière de divulgation d'information et prend la responsabilité des décisions de nature financière et des orientations stratégiques entourant le développement des affaires. Le siège social de la Société fournit aussi son soutien à la ligne de produits Trains d'atterrissage et aux activités de l'usine Magtron quant à la préparation de plans budgétaires et stratégiques, au développement de nouveaux produits et marchés, ainsi qu'en matière de gestion des relations publiques, de contrôles et rapports financiers, de consultations juridiques, de fiscalité, de ressources humaines et de technologies de l'information.

Stratégie commerciale

La stratégie commerciale de Héroux-Devtek consiste à se positionner comme fournisseur clé auprès de sa clientèle. Pour la Société, être un fournisseur clé signifie non seulement fournir des composants fabriqués, mais également offrir d'autres services comme la conception, l'assemblage et la gestion de programmes, et ce, dans le but de devenir un fournisseur de services complets et permettre à ses clients de se concentrer sur leurs activités principales. Pour y parvenir, la Société s'emploie à parfaire son savoir-faire technique et ses compétences en matière de gestion pour être en mesure d'ajouter de la valeur aux produits à un coût concurrentiel. Par ailleurs, la Société cherche à croître en vue d'atteindre une masse critique dans chacun de ses marchés, tout en conservant une situation financière saine et des rendements solides.

Concrètement, cette approche se traduit par :

- une démarche ciblée visant la spécialisation de ses usines dans la fabrication de certains types de composants et l'offre de services spécifiques;
- des systèmes d'information normalisés et compatibles à l'échelle de la Société;
- la migration des connaissances techniques et gestionnelles au sein de ses usines;
- une approche reposant sur l'allègement du processus de fabrication dans l'ensemble de ses usines (*lean manufacturing*);
- la stabilité des revenus par la conclusion d'ententes à long terme avec ses clients, lorsque possible;

- le maintien d’une répartition équilibrée du chiffre d’affaires entre les marchés civils et militaires;
- le maintien et le développement d’une culture entrepreneuriale reposant sur la participation, le dévouement et l’engagement de ses employés.

Héroux-Devtek cherche à croître de façon externe par le biais d’acquisitions d’entreprises susceptibles de s’intégrer facilement à ses activités actuelles ou de lui procurer des technologies complémentaires aux siennes, et ce, dans le but d’accroître la valeur ajoutée qu’elle dégage de ses activités. En ce qui concerne la croissance interne, la Société vise :

- le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée par le truchement de ses activités liées à l’ingénierie de conception;
- la pénétration ou le renforcement de sa présence dans certains secteurs d’activité dont ceux du marché secondaire des services de réparation et d’entretien des trains d’atterrissage commerciaux et militaires, de la conception et de la fabrication de trains d’atterrissage de petite à moyenne dimension pour les fabricants d’origine d’aéronefs commerciaux et militaires;
- la diversification de la clientèle ce qui, en règle générale, signifie trouver de nouveaux fabricants d’origine susceptibles d’être intéressés par ses produits et services.

Indicateurs de rendement clés

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l’aide des éléments suivants :

- la rentabilité;
- les liquidités;
- la croissance et la position concurrentielle;
- la satisfaction de la clientèle;
- la situation financière et les rendements.

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés (« IRC »). Le tableau qui suit présente un résumé de ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer.

Éléments évalués	Rentabilité	Liquidités	Croissance et position concurrentielle	Satisfaction de la clientèle	Situation financière et rendements
IRC	Marge brute	Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)	Ventes	Livraison en temps opportun	Fonds de roulement
	Résultat opérationnel Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	Flux de trésorerie disponibles	Carnet de commandes (bons de commandes fermes)	Rendement et coûts liés à la non-qualité	Ratio de la dette à long terme/capitaux propres
	Objectifs en matière de réduction des coûts	Rendement sur l'actif net utilisé (RANU)	Part de marché sur les marchés de produits de créneaux dans lesquels la Société évolue	-	Ratio de la dette nette/capitaux propres
	Utilisation de la capacité de production	-	Valeur ajoutée aux produits en tant que pourcentage des ventes	-	Rendement des capitaux propres et RANU
Ce qui est évalué	Évaluation du rendement opérationnel	Évaluation de la génération de liquidités	Évaluation de la croissance, indicateurs des revenus futurs et évaluation de la position concurrentielle	Évaluation des engagements envers la clientèle et de la fiabilité des produits	Évaluation de la solidité de la situation financière à court et long terme et du rendement aux actionnaires

La plupart de ces IRC sont traités ultérieurement dans la présente analyse et seront également inclus dans les faits saillants financiers du rapport annuel de l'exercice financier 2013 de la Société. Certains de ces IRC ne sont pas divulgués au public étant donné qu'ils sont de nature concurrentielle.

Au cours de l'exercice 2013, les tendances du marché ont eu des répercussions manifestes sur l'utilisation de la capacité de production de la Société en raison de la faiblesse du marché militaire qui a exercé une pression supplémentaire sur l'imputation des coûts pour certaines unités d'exploitation de la Société. La livraison en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité sont des indicateurs de la satisfaction de la clientèle que Héroux-Devtek surveille étroitement. La

Société a amélioré ces indicateurs au cours des dernières années et continue de porter une attention particulière à la grille d'évaluation de la qualité et aux rapports sur la qualité des produits de ses clients.

En outre, le régime de rémunération incitative de la Société est fondé sur l'atteinte de certains objectifs financiers et d'objectifs personnels particuliers. Les objectifs financiers sont le RANU, le résultat opérationnel, les ventes, le résultat net et le bénéfice par action.

Gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société porte essentiellement sur la définition et l'évaluation des risques et des occasions d'affaires et sur la mise en place de stratégies et de contrôles permettant de gérer, de surveiller et de communiquer lesdits risques. Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en matière de gestion des risques, la Société a inclus les activités de gestion des risques et de contrôle aux responsabilités opérationnelles de la direction de chacune des unités d'exploitation. Ultimement, c'est au conseil d'administration qu'incombent les responsabilités de définir et d'évaluer les principaux risques d'affaires auxquels la Société est exposée, de passer en revue l'ensemble des risques liés au contexte commercial et de voir à l'implantation de systèmes appropriés de gestion des risques. Composés d'administrateurs indépendants, le comité des ressources humaines et de gouvernance et le comité d'audit assistent le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités administratives en général.

La Société évolue dans des marchés soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Certains de ces risques sont inhérents à la nature même de ses activités. Se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Risques et incertitudes ».

Tendances du marché

L'amélioration de l'économie est demeurée modeste au cours de l'année civile 2012 et les indicateurs clés dans le marché du transport aérien commercial ont été inégaux. La demande dans le marché des passagers a continué de croître et le trafic, exprimé en kilomètres-passagers payants (« KPP »), a augmenté de 5,3 % par rapport à l'année civile 2011, mais le transport de marchandises, exprimé en tonnes-kilomètres de marchandises (« TKM »), a pour sa part reculé de 2,0 %¹. Ces tendances se sont poursuivies durant les trois premiers mois de l'année civile 2013, ce qui s'est traduit par une progression de 4,2 % des KPP et un recul de 1,1 % des TKM².

Les livraisons dans le secteur de gros porteurs commerciaux ont atteint un nouveau record au cours de l'année civile 2012, alors qu'Airbus et Boeing ont livré à eux deux 1 189 appareils, tandis que le nombre net de nouvelles commandes est demeuré élevé pour atteindre un total de 2 036 aéronefs³. Les deux avionneurs procèdent également à des augmentations de cadence de production de plusieurs programmes d'envergure pour les années civiles 2013 et 2014, bien que

¹ Source : Prévisions financières de l'IATA publiées le 20 mars 2013

² Source : Communiqués de presse de l'IATA publiés les 30 avril 2013 et 1^{er} mai 2013

³ Sources : Communiqué de presse d'Airbus publié le 17 janvier 2013; Communiqué de presse de Boeing publié le 3 janvier 2013

la production du B-747 sera légèrement réduite au cours de l'année civile 2014⁴. Par ailleurs, leur carnet de commandes respectif continue de représenter environ 7 ans de production aux cadences actuelles.

Dans le marché de l'aviation régionale, Embraer a livré 105 appareils au cours de l'année civile 2012⁵; pour sa part, Bombardier en a livré 50 au cours de la même période⁶, dont des avions à turbopropulseurs. Le carnet de commandes de Bombardier a augmenté durant l'année tandis que celui d'Embraer a enregistré un recul.

Les livraisons de jets d'affaires ont légèrement fléchi durant l'année civile 2012, pour s'établir à 672 appareils. Cependant, certains signes positifs semblent toujours indiquer que les conditions s'améliorent. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé de 0,7 % aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a reculé de 0,4 % par rapport à l'année précédente⁷.

Le marché militaire s'est affaibli durant l'année civile 2012 alors que les gouvernements ont continué de chercher à résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le financement proposé du budget de base de la Défense pour l'exercice financier 2014 est légèrement inférieur au financement adopté pour l'exercice 2013⁸, et comprend une réduction de 1,4 % du financement proposé pour l'équipement, les systèmes, la recherche, le développement technologique et les armes. Comme le financement proposé pour l'exercice 2014 demeure supérieur aux limites budgétaires établies en vertu des réductions de dépenses prévues dans le budget fédéral (*Sequestration*), le financement réel pourrait s'avérer considérablement moindre si ces réductions n'étaient pas renversées.

⁴ Source : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 4 avril 2013, 18 mai 2011 et 3 février 2011. Communiqués de presse de Boeing publiés les 19 avril 2013, 18 mars 2013, 12 novembre 2012, 23 octobre 2012, 10 janvier 2012, 15 juin 2011.

⁵ Source : Communiqué de presse d'Embraer publié le 14 janvier 2013

⁶ Source : Communiqué de presse de Bombardier publié le 8 janvier 2013

⁷ Source : Communiqué de presse de GAMA publié le 12 février 2013; rapport de la FAA sur les jets d'affaires de janvier 2013; rapport de JetNet daté du 30 janvier 2013

⁸ Source : Rapport du Département de la Défense des États-Unis publié le 10 avril 2013

Principales réalisations de l'exercice 2013

- Héroux-Devtek a finalisé la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels à Precision Castparts Corp. (NYSE : PCP) pour une contrepartie en espèces de 297,8 millions de dollars. En tenant compte des impôts connexes et des frais de transaction se rattachant à l'opération, le produit net de la vente s'est chiffré à 234,3 millions de dollars. Le gain de 163,0 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, déduction faite des impôts connexes de 51,8 millions de dollars, s'élève à 111,2 millions de dollars (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » ci-après).
- En lien avec la transaction de vente, le conseil d'administration de Héroux-Devtek a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action (157,5 millions de dollars) aux actionnaires qui a été versée le 19 décembre 2012. Lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 18 décembre 2012, les actionnaires ont approuvé une résolution spéciale visant à réduire le montant du capital émis de la Société de 2,70 \$ par action. Par conséquent, la distribution était constituée d'une réduction partielle et d'un remboursement du capital émis de la Société de 2,70 \$ par action et d'un dividende de 2,30 \$ par action.
- Héroux-Devtek a généré des ventes de 257,0 millions de dollars de ses activités poursuivies au cours de l'exercice 2013, en hausse de 1,4 % par rapport au précédent exercice. La forte hausse de 17,5 % des ventes réalisées dans le marché de l'aérospatiale commerciale, qui ont atteint 111,0 millions de dollars, a été en partie contrebalancée par une baisse de 8,2 % des ventes effectuées dans le marché de l'aérospatiale militaire, qui se sont établies à 146,0 millions de dollars. Le résultat net découlant des activités poursuivies s'est élevé à 13,8 millions de dollars, soit 0,44 \$ par action diluée.
- Héroux-Devtek a renouvelé un important contrat à long terme avec l'Armée de l'air américaine (USAF) pour la fourniture de services d'entretien et de réparation des trains d'atterrissage des appareils C-130, E-3 et KC-135R. Le contrat est d'une durée ferme de quatre ans et s'échelonne jusqu'en août 2016. Selon les prévisions de la Société, la valeur de ce contrat pourrait atteindre 90 millions de dollars. En vertu des termes de l'entente, Héroux-Devtek est également responsable de la fabrication et de la livraison des pièces de remplacement pour ces appareils.
- La Société a obtenu une licence de la société The Boeing Company (NYSE : BA) (« Boeing ») pour fabriquer des pièces de rechange et faire l'entretien et les réparations du train d'atterrissage de l'appareil Chinook H-47 pour près d'une douzaine de pays. La licence permet à Héroux-Devtek d'offrir des services de fabrication de pièces de rechange et d'effectuer des services de réparation et d'entretien pour le train d'atterrissage de toutes les versions de l'appareil Chinook. L'entente prévoit aussi des options de renouvellement après la période initiale de cinq ans. Héroux-Devtek a également livré à Boeing, dans les délais prévus, son premier train d'atterrissage complet destiné au H-47F. En vertu d'un contrat obtenu antérieurement de Boeing, Héroux-Devtek fabrique, assemble, effectue les essais et assure la livraison du train d'atterrissage des appareils H-47F devant être livrés aux clients situés à l'extérieur des États-Unis.
- Héroux-Devtek a obtenu un contrat pluriannuel de la société Boeing pour la fabrication du train d'atterrissage de l'hélicoptère de transport moyen et lourd Chinook H-47. Selon les termes de l'entente, Héroux-Devtek fabriquera le train d'atterrissage pour l'ensemble des

appareils Chinook destinés à l'armée américaine. Il est prévu que les livraisons de trains d'atterrissage commenceront dans la première moitié de l'année civile 2014 et s'échelonnent sur une période de cinq ans. Les prévisions actuelles à l'égard du programme anticipent la livraison de 155 appareils à l'armée américaine sur la durée du contrat. Le contrat comprend également des options, que Boeing peut exercer à sa discrétion, pour la fabrication du train d'atterrissage d'un maximum de 150 appareils additionnels au cours de cette même période.

- Industrie Canada a octroyé à la Société une contribution remboursable d'un montant de 48,9 millions de dollars. Les fonds serviront à soutenir les efforts d'ingénierie de Héroux-Devtek en matière de recherche et de développement de nouvelles technologies de systèmes complets de train d'atterrissage. L'investissement s'échelonnent sur une période de cinq ans et la contribution sera remboursable progressivement un an après la fin de cette période. L'investissement est effectué par le biais du programme d'initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD) du gouvernement du Canada, qui vise à soutenir des projets de recherche industrielle stratégique et de développement préconcurrentiel dans les industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité

Activités abandonnées

Le 16 juillet 2012, la Société a signé une entente définitive en vue de la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels à Precision Castparts Corporation (« PCC »), une société publique cotée à la Bourse de New York. Les actifs nets acquis par PCC comprennent les sites de fabrication de la ligne de produits Aérostructure de la Société situés à Dorval (Québec), Querétaro (Mexique) et Arlington (Texas), ainsi que les sites de fabrication de la ligne de produits Industriels situés à Cincinnati (Ohio).

La transaction de vente a été conclue le 31 août 2012. Le produit brut de la vente, incluant les ajustements postérieurs à la clôture, s'est élevé à 297,8 millions de dollars versés en espèces. En tenant compte des impôts connexes et des frais de transaction se rattachant à l'opération de vente, le produit net de la vente s'est chiffré à 234,3 millions de dollars. Le gain de 163,0 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, déduction faite des impôts connexes de 51,8 millions de dollars, s'est élevé à 111,2 millions de dollars. Le gain provenant des activités abandonnées comprend également une reprise de provisions de 1,0 million de dollars, ou 0,8 million de dollars déduction faite des impôts, liée à une entreprise vendue il y a quelques années, en raison de l'expiration du délai de prescription.

Le résultat net découlant des activités abandonnées et découlant de la transaction de vente est constitué des éléments suivants :

(000 \$)	2013	2012
Gain net réalisé sur la transaction de vente	112 046	-
Résultat net découlant des activités vendues ⁽¹⁾	6 180	10 606
Résultat net découlant des activités abandonnées	118 226	10 606

⁽¹⁾ Jusqu'au 31 août 2012.

Au cours de l'exercice, parallèlement à la transaction de vente, la Société a réduit de 16,0 millions de dollars ses obligations au titre de contrats de location-financement et a procédé au remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales de 1 million de dollars se rattachant aux activités vendues. La Société a également effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit bancaire consortiale (la « facilité de crédit ») et racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30,0 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente.

Les ventes, la marge brute, le résultat opérationnel et le BAIIA des activités poursuivies et abandonnées représentaient les montants suivants pour le précédent exercice clos le 31 mars 2012 :

	<u>Total</u> <u>Consolidé</u> (000 \$)	<u>Activités</u> <u>abandonnées</u> (000 \$)	<u>Activités</u> <u>poursuivies</u> (000 \$)
Ventes	380 336	126 815	253 521
Marge brute	67 630	24 923	42 707
Résultat opérationnel	40 669	16 841	23 828
BAIIA	64 722	27 275	37 447

À la suite de la transaction de vente décrite ci-dessus, les revenus et les charges découlant des activités abandonnées avant le 31 août 2012 sont comptabilisés séparément des produits et des charges découlant des activités poursuivies, jusqu'au niveau du résultat net dans l'état des résultats consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2013 et pour l'exercice précédent.

Antérieurement à la transaction de vente, la ligne de produits Aérostructure faisait partie du secteur de l'aérospatiale de la Société, tandis que la ligne de produits Industriels constituait le secteur Industriel. Par conséquent, toutes les activités ayant été vendues sont désormais exclues de l'information sectorielle de la Société. À la suite de cette transaction de vente, la Société oeuvre principalement dans le secteur de l'aérospatiale et est constituée de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de l'usine Magtron.

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de l'exercice. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés comme couvertures de flux de trésorerie conformément aux conventions comptables de la Société. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à

l'étranger. Les taux de change de clôture et les taux de change moyens s'établissaient comme suit en date du 31 mars 2013 et du 31 mars 2012, soit les dates de clôture respectives des exercices financiers 2013 et 2012 :

Taux de change Canada / États-Unis	2013	2012
Taux moyen pour l'exercice clos le 31 mars	<u>1,0013</u>	<u>0,9931</u>

Taux de change Canada / États-Unis	2013	2012
Taux de clôture au 31 mars	<u>1,0160</u>	<u>0,9975</u>

Comme il est indiqué ci-dessus, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué de 0,8 % d'un exercice à l'autre, de sorte qu'elle n'a pas eu d'impact significatif sur les résultats de la Société pour le présent exercice. Cependant, la variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2012 a eu un impact favorable minime sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la fin du présent exercice, comparativement à l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 mars 2013, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 123,5 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0325. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des trois prochains exercices financiers; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Au 31 mars 2013, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2262. Ces contrats viennent tous à échéance au cours de l'exercice 2014 et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA de la Société pour les activités poursuivies est calculé comme suit :

Exercices clos les 31 mars (000 \$)	2013	2012	2011
Résultat net	13 819	15 875	11 438
Impôt sur le résultat	3 324	4 207	3 093
Frais financiers	3 344	3 746	3 334
Charge d'amortissement	12 533	13 619	14 248
BAIIA incluant les frais de restructuration	33 020	37 447	32 113
Frais de restructuration	-	-	637
BAIIA	33 020	37 447	32 750

La baisse de 4,4 millions de dollars du BAIIA, de l'exercice 2012 à l'exercice 2013 reflète la diminution du résultat opérationnel réalisé au cours de l'exercice, comme il est expliqué dans les rubriques qui suivent.

Données financières annuelles choisies

Le tableau qui suit présente une sélection de données financières pour les trois derniers exercices.

Exercices terminés les 31 mars (000 \$, sauf les données par action)	2013	2012	2011
Ventes ⁽¹⁾	257 022	253 521	239 039
BAIIA ⁽¹⁾	33 020	37 447	32 750
Résultat net ⁽¹⁾	13 819	15 875	11 438
Bénéfice par action (\$) – de base ⁽¹⁾	0,45	0,52	0,38
Bénéfice par action (\$) – dilué ⁽¹⁾	0,44	0,52	0,38
Actif total	389 115	499 107	472 540
Passifs à long terme (y compris la tranche à court terme de la dette à long terme)	96 466	164 053	152 663
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101 256	62 007	32 910

⁽¹⁾ Activités poursuivies

Ventes consolidées

Les ventes consolidées ont progressé de 3,5 millions, soit 1,4 %, pour s'établir à 257,0 millions de dollars, comparativement à 253,5 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à une augmentation des ventes de 17,5 %, ou 16,5 millions de dollars dans le secteur commercial, attribuable principalement à un accroissement des cadences de production des programmes de gros porteurs commerciaux et une progression des ventes sur le marché

secondaire, en partie contrebalancés par une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire. Les fluctuations de change ont eu pour effet de réduire les ventes de 1,4 million de dollars, ou 0,6 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	2013	2012	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	146 035	159 035	(13 000)	(8,2)
Commercial	110 987	94 486	16 501	17,5
Total	257 022	253 521	3 501	1,4

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires ont reculé de 13,0 millions de dollars, soit 8,2 %, par rapport aux ventes de 159,0 millions de dollars réalisées lors du précédent exercice. Le recul des ventes est essentiellement attribuable à une baisse de la demande des clients, découlant notamment du report, par des clients, de commandes liées à certains programmes militaires et de l'annulation de commandes liées au programme du C-5. Cette situation traduit la faiblesse du marché militaire aux États-Unis qui est touché par la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine et par une réduction des dépenses prévues dans le budget fédéral (*Sequestration*). Le recul des ventes de produits militaires est également attribuable aux ventes moins élevées de boîtiers électroniques et de caissons réalisées par l'usine Magtron.

Les ventes commerciales ont progressé de 16,5 millions de dollars, soit 17,5 %, pour atteindre 111,0 millions de dollars, comparativement à 94,5 millions de dollars un an auparavant. Cette hausse est attribuable à une augmentation des ventes liées aux programmes de gros porteurs commerciaux qui découle principalement de l'accroissement de la cadence de production du programme du B-777 et de l'accélération du programme du B-787. Les ventes commerciales ont également profité de l'impact de l'augmentation de la cadence de production de certains programmes de jets d'affaires, principalement ceux du Challenger et du Global de Bombardier et de la progression des ventes sur le marché secondaire en lien avec certains programmes d'avions régionaux et d'hélicoptères, ainsi qu'avec les programmes des LJ-45 et CL-415 de Bombardier.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	2013	2012
	(%)	(%)
Canada	31	27
États-Unis	64	69
International	5	4
Total	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes d'un exercice sur l'autre est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes commerciales sur le marché secondaire au

Canada combiné à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire aux États-Unis.

Marge brute

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 15,4 % pour l'exercice, en baisse de 1,4 % par rapport à 16,8 % lors du précédent exercice.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu une incidence négative de 0,8 million de dollars sur la marge brute en dollars de la Société cette année, ou 0,2 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes, par rapport à l'exercice précédent. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

La marge brute consolidée a subi les conséquences d'une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication en raison d'une diminution du volume de production attribuable à la baisse de la demande dans le secteur militaire, y compris les reports et les annulations de commandes par des clients, ainsi que d'une composition des ventes défavorable dans le marché secondaire des produits militaires. Au cours de l'exercice, des coûts non récurrents ont également été engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage. Ces répercussions négatives sur la marge brute ont été en partie contrebalancées par une composition des ventes plus avantageuse attribuable à une hausse des ventes de pièces de rechange dans le secteur commercial et une baisse de certains coûts liés à la non-qualité, comparativement à l'exercice précédent.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	2013	2012
Frais de vente et d'administration (000 \$)	19 198	18 879
% des ventes	7,5	7,4

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 19,2 millions de dollars, soit 7,5 % des ventes, en hausse de 0,3 million de dollars, ou 0,1 % des ventes, par rapport à 18,9 millions de dollars, ou 7,4 % des ventes un an auparavant. Cette hausse reflète l'augmentation de 0,7 million de dollars des frais de recherche et développement engagés au cours de l'année, comparativement à l'exercice précédent, pour le développement de nouvelles technologies et l'amélioration de la fabrication des systèmes de train d'atterrissage qui ne sont pas capitalisés. De plus, la charge de rémunération fondée sur des actions a augmenté de 0,7 million de dollars, par rapport à l'exercice précédent, traduisant l'appréciation du cours du titre de la Société à la Bourse de Toronto (« TSE »). Ces hausses ont été en partie contrebalancées par une baisse sur douze mois des honoraires professionnels engagés pour certains projets spécifiques. Les frais de vente et d'administration incluent aussi un gain de change négligeable réalisé lors de la conversion d'éléments non monétaires nets libellés en devises au cours de l'exercice, comparativement à un gain de 0,2 million de dollars lors de l'exercice précédent.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est chiffré à 20,5 millions de dollars, soit 8,0 % des ventes, pour l'exercice financier clos le 31 mars 2013, comparativement à celui de 23,8 millions de dollars, ou 9,4 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice. Cette baisse du résultat opérationnel, exprimé en dollars et en pourcentage des ventes, est principalement attribuable à une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication en raison d'un recul des ventes de produits militaires et de coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage, en partie contrebalancés par une baisse de certains coûts liés à la non-qualité, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 3,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2013, alors qu'ils avaient totalisé 3,7 millions de dollars lors de l'exercice précédent. La diminution des frais financiers sur douze mois reflète la hausse des intérêts créditeurs découlant de l'augmentation de la situation de trésorerie de la Société à la suite de la transaction de vente, déduction faite de la distribution spéciale versée aux actionnaires (se reporter à la rubrique plus bas), en partie contrebalancée par une hausse des commissions d'attente à la suite du remboursement, au cours de l'exercice, de 37,5 millions de dollars US du montant prélevé sur la facilité de crédit.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 3,3 millions de dollars, comparativement à 4,2 millions de dollars lors de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice 2013 s'est établi à 19,4 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,0 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (0,2 million de dollars) en partie contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars). Il comprend également une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions de vérification fiscale, de jurisprudence et de législation fiscale (1,0 million de dollars).

Lors de l'exercice précédent, le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société s'était établi à 20,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 27,3 % prévu par la loi. Cette différence s'explique par l'incidence favorable sur le taux d'imposition effectif de la Société de différences permanentes (1,0 million de dollars) et d'ajustements d'impôts différés favorables (0,5 million de dollars), qui avaient été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,2 million de dollars).

La baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur le résultat des sociétés au Canada.

Aux 31 mars 2013 et 2012, il n'y avait aucun report prospectif de pertes opérationnelles ou autres écarts temporaires à l'égard desquels un actif d'impôts futurs correspondant n'avait pas été comptabilisé dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2013, la Société ne comptait aucune perte autre qu'en capital disponible pour report prospectif au niveau fédéral (5,4 millions de dollars au 31 mars 2012).

Résultat net

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a enregistré un résultat net découlant des activités poursuivies de 13,8 millions de dollars, soit 5,4 % des ventes, comparativement à un résultat net de 15,9 millions de dollars, ou 6,3 % des ventes, lors de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice comprend le résultat net découlant des activités abandonnées de 118,2 millions de dollars, comparativement à 10,6 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Le résultat net découlant des activités abandonnées pour l'exercice clos le 31 mars 2013 comprend un gain net de 111,2 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, comme il est expliqué plus haut (se reporter à la Note 5 des états financiers consolidés).

	2013	2012
Résultat net découlant des activités poursuivies (000 \$)	13 819	15 875
Résultat net découlant des activités abandonnées (000 \$)	118 226	10 606
Résultat net (000 \$)	132 045	26 481
Bénéfice par action – de base (\$)	4,27	0,87
Bénéfice par action – dilué (\$)	4,24	0,86
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base (\$)	0,45	0,52
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – dilué (\$)	0,44	0,52

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 939 184 pour l'exercice financier 2013 et de 30 356 946 pour la même période l'an dernier, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 31 114 439 pour l'exercice financier 2013 et de 30 682 063 pour l'exercice précédent. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est essentiellement attribuable à l'émission de 1 034 543 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

Le 23 mai 2013, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 31 517 729 actions ordinaires et 259 101 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,7 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2013, les autres éléments du résultat global inclus dans le résultat global découlant des activités poursuivies, sont essentiellement attribuables aux gains nets réalisés sur des instruments financiers dérivés reclassés en résultat net durant l'exercice, combinés au montant net des pertes actuarielles résultant de l'incidence négative de la baisse du

taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies de la Société, déduction faite du rendement plus élevé que prévu réalisé sur les actifs des régimes. Ces variations négatives sur le résultat global ont été en partie contrebalancées par un gain réalisé lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger découlant de l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne et les gains nets sur évaluation des instruments financiers dérivés de la Société.

Flux de trésorerie et situation financière

Distribution spéciale aux actionnaires

Le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. Le conseil d'administration a déterminé qu'il était approprié de procéder à cette distribution spéciale aux actionnaires, à la suite de la transaction de vente dont il est fait mention plus haut, et que la situation financière de la Société demeurerait saine après cette distribution spéciale, compte tenu, entre autres, des dépenses en capital et autres investissements prévus, ainsi que des résultats anticipés de la Société.

La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars (sur la base de 31 498 905 actions ordinaires en circulation le 20 novembre 2012) effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société. La réduction du capital qui a eu pour effet de réduire le capital émis de la Société a été approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 18 décembre 2012. Les frais de transaction connexes à cette distribution spéciale aux actionnaires se sont élevés à 0,3 million de dollars (0,2 million de dollars après impôts) et ont été comptabilisés en réduction du capital émis et des résultats non distribués (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. À la suite de la transaction de vente réalisée le 31 août 2012 et de la distribution spéciale versée aux actionnaires le 19 décembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 101,3 millions de dollars au 31 mars 2013, comparativement à 62,0 millions de dollars au 31 mars 2012, dont 10,0 millions de dollars avaient été investis dans des dépôts à court terme (39,9 millions de dollars au 31 mars 2012). Le reste de la trésorerie et des équivalents de trésorerie était détenu dans des comptes de placement auprès de trois banques à charte canadienne et leurs filiales et succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

En mars 2011, la Société a renouvelé et augmenté sa facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie, consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à

échéance en mars 2016 (se reporter à la Note 18 des états financiers consolidés). Elle comprend également une clause accordéon qui permet de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Immédiatement après la transaction de vente, la Société a effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit. Par conséquent, au 31 mars 2013, seule une somme de 22,4 millions de dollars (22,0 millions de dollars US) avait été prélevée sur la facilité de crédit de la Société, comparativement à 59,4 millions de dollars (59,5 millions de dollars US) au 31 mars 2012. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 31 mars, la Société affichait la situation de trésorerie nette suivante calculée comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101 256	62 007
Moins : dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	(64 275)	(120 874)
Situation de trésorerie nette	36 981	(58 867)

(1) Excluant le montant net des frais de financement différés

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles ainsi que généré des flux de trésorerie de ses activités abandonnées comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Flux de trésorerie découlant des activités poursuivies	29 043	31 694
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	(8 395)	(8 909)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités poursuivies	20 648	22 785
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités abandonnées	8 273	26 733
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	28 921	49 518

La diminution de 2,7 millions de dollars des flux de trésorerie découlant des activités poursuivies, par rapport à l'exercice précédent, s'explique essentiellement par la baisse de 2,1 millions de dollars du résultat net et un gain de 0,3 million de dollars réalisé sur la vente d'immobilisations corporelles durant l'exercice, comparativement à une perte de 0,2 million de dollars un an auparavant.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Comptes clients	(4 026)	(3 547)
Stocks	3 591	(2 461)
Facturations progressives	(5 827)	(4 831)
Impôts à payer et à recevoir	(1 266)	3 173
Autres	(867)	(1 243)
	(8 395)	(8 909)

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2013, l'augmentation des comptes clients découlant des activités poursuivies est principalement attribuable à un accroissement des ventes au cours du dernier mois de l'exercice, comparativement à l'exercice précédent, combiné à l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes de fin d'exercice des comptes clients libellés en dollars US. La réduction nette des stocks et des facturations progressives est principalement attribuable à la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, en partie contrebalancée par une hausse des stocks liés au carnet de commandes fermes dans le secteur commercial. La réduction des impôts à payer et à recevoir reflète principalement une diminution, cette année, de la charge d'impôt sur le résultat découlant des activités poursuivies, par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, l'augmentation des comptes clients découlant des activités poursuivies était principalement attribuable à un accroissement des ventes au cours du dernier trimestre de l'exercice 2012, par rapport au précédent exercice, combiné à l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes de fin d'exercice des comptes clients libellés en dollars US. L'augmentation des stocks reflétait l'accroissement des cadences de production dans le secteur commercial tandis que la réduction des facturations progressives traduisait également une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, en raison notamment d'une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires. L'augmentation des impôts à payer était attribuable à une hausse du résultat avant impôt découlant des activités poursuivies pour l'exercice 2012 par rapport à l'exercice 2011.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	(11 464)	(12 489)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net ⁽¹⁾	(5 470)	(7 797)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	970	388
Produit net de la vente des activités abandonnées ⁽²⁾	223 070	-
Activités d'investissement découlant des activités abandonnées	(4,293)	(2 783)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	202 813	(22 681)

(1) Des activités poursuivies

(2) Le produit brut de 297,8 millions de dollars provenant de la transaction de vente, déduction faite de la réduction des obligations au titre de contrats de location-financement de 16,0 millions de dollars liées aux activités vendues ainsi que des impôts et des frais connexes à la transaction payés d'un montant total de 58,7 millions de dollars.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles liées aux activités poursuivies présentées ci-haut peuvent être rapprochées comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisitions brutes effectuées au cours de l'exercice (se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés)	11 609	13 600
Aide gouvernementale	(345)	(2 229)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	11 264	11 371
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres à la fin de l'exercice	978	1 118
Machinerie et équipement acquis par le biais de contrats de location-financement	(778)	-
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	11 464	12 489

Pour l'exercice 2013, les acquisitions d'immobilisations corporelles des activités poursuivies se sont élevées à 11,6 millions de dollars. Elles comprennent des investissements au laboratoire d'ingénierie de St-Hubert et aux installations d'exploitation de Longueuil visant à répondre aux exigences des nouveaux programmes de développement aérospatiaux, de même que des dépenses en immobilisations pour maintenir les installations et équipements existants.

Pour l'exercice financier 2012, les acquisitions d'immobilisations comprenaient un investissement pour l'acquisition d'une nouvelle installation à Cleveland de même que des dépenses en immobilisations pour maintenir les installations et équipements existants.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2014 s'élèveront à environ 16,0 millions de dollars, dont un montant de 3,0 millions de dollars relatif à l'usine de Cleveland de l'unité d'exploitation Landing Gear USA et 2,0 millions de dollars pour les installations d'ingénierie.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de conception de jets d'affaires. Les ventes liées à certains de ces programmes devraient commencer vers la fin de l'exercice 2014 et augmenteront progressivement au cours des années suivantes.

Le produit net de la vente des activités abandonnées au cours de l'exercice 2013 est lié à la transaction de vente et comprend le produit de la vente obtenu en espèces, déduction faite de la réduction des obligations au titre des contrats de location-financement, ainsi que l'impôt sur le résultat et les frais connexes payés relativement à la transaction de vente.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)
Augmentation de la dette à long terme	5 649	6 983
Remboursement de la dette à long terme	(45 383)	(3 340)
Émission d'actions ordinaires	6 362	1 379
Distribution spéciale aux actionnaires	(157 688)	-
Activités de financement découlant des activités abandonnées	(3 208)	(3 445)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(194 268)	1 577

Pour les exercices clos le 31 mars 2013 et 2012, l'augmentation de la dette à long terme reflète l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales destinés principalement à soutenir les coûts de développement de la Société liés à des programmes du secteur de l'aérospatiale.

Le remboursement de la dette à long terme effectué cette année et lors de l'exercice précédent comprend un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) cette année sur le montant prélevé sur la facilité de crédit, à la suite de la transaction de vente (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » plus haut) ainsi que le remboursement de prêts des autorités gouvernementales, de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement ainsi que d'un billet.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a émis 1 034 543 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 6 064 000 \$. La Société a également émis dans le cadre de son régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (le « régime d'achat d'actions ») 34 533 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, pour une contrepartie totale en espèces de 298 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société avait émis 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie en espèces de 1 061 000 \$. La Société avait également émis 44 916 actions ordinaires dans le cadre de son régime d'achat d'actions pour une contrepartie totale en espèces de 318 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a procédé au versement d'une distribution spéciale aux actionnaires de 157,5 millions de dollars, comme il est expliqué précédemment. Le montant présenté dans les flux de trésorerie englobe également les frais de transaction de 0,2 million de dollars se rattachant à la distribution spéciale, déduction faite, de l'impôt sur le résultat.

Au 31 mars 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice.

Régimes de retraite

La Société offre à certains employés des régimes de retraite à prestations définies. La Société a des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés. Au 31 mars, la situation de capitalisation de ces régimes s'établissait comme suit :

	2013	2012	2011
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Situation de capitalisation des régimes (déficit)	(8 810)	(8 061)	(3 122)

Au 31 mars 2013, le déficit de 8,8 millions de dollars des régimes de retraite exclut un montant de 4,2 millions de dollars pour des engagements liés à des régimes de retraite non agréés en faveur d'anciens dirigeants de Devtek Corporation, une société acquise en juin 2000 et dont le passif des régimes de retraite ne requiert pas d'être capitalisé. De fait, la capitalisation ne s'effectue qu'au moment du paiement des prestations au personnel retraité de la direction.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a pris la décision de capitaliser graduellement certains régimes de retraite à prestations définies non capitalisés sur une période de cinq ans.

Au 31 mars 2013, l'hypothèse de taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des prestations définies des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés s'établissait à 4,3 %, comparativement à 5,0 % un an auparavant. Cette réduction du taux d'actualisation a eu pour effet d'accroître les obligations des régimes de retraite de 4,6 millions de dollars (se reporter à la Note 22 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2013, les cotisations devant être versées à l'ensemble des régimes de retraite à prestations définies au cours de l'exercice 2014 s'élèvent à 4,7 millions de dollars, tandis que le montant total des exigences de capitalisation minimales pour les régimes de retraite à prestations définies agréés au cours des cinq prochaines années se chiffrait à 15,6 millions de dollars, ce qui représente environ de 2,6 millions de dollars à 3,3 millions de dollars par année.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 31 mars 2013, la Société comptait 31 511 446 actions ordinaires en circulation (30 442 370 au 31 mars 2012).

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 1 034 543 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 5,86 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 6 064 000 \$. La Société a également émis 34 533 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 8,63 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 298 000 \$.

Au cours de l'exercice 2012, la Société avait émis 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,75 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 1 061 000 \$. La Société avait également émis 44 916 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 7,08 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 318 000 \$.

Au 31 mars 2013, 259 101 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,9 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 3,30 \$ l'action (voir plus bas et se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la charge au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions s'est chiffrée respectivement à 374 000 \$ et 160 000 \$ (416 000 \$ et 143 000 \$ en 2012) (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

L'an dernier, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ces régimes et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire qui a eu lieu le 4 août 2011. Le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, immédiatement après l'approbation des actionnaires de la Société, s'établissait comme suit :

Actions ordinaires	Régime d'options d'achat d'actions	Régime d'achat d'actions	Nombre total d'actions ordinaires
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

Au 31 mars 2013, 1 750 381 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 274 221 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par

un régime d'UAD qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides.

Au 31 mars 2013, 39 000 DPVA étaient encore en circulation (130 500 au 31 mars 2012), assortis d'un prix d'exercice moyen pondéré de 2,78 \$ (6,32 \$ au 31 mars 2012), voir plus bas, et devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2014 et 2016. Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, 85 700 DPVA ont été exercés à un prix d'exercice moyen de 5,84 \$ (12 500 DPVA à un prix moyen d'exercice de 5,00 \$ en 2012), et 5 800 DPVA ont été annulés (aucun en 2012).

Le régime d'UAD est offert aux administrateurs non salariés de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs non salariés de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'UAD permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours coté des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD. Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé à l'aide d'un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels de base d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an.

Au 31 mars 2013, 75 302 UAD étaient en vigueur (37 718 au 31 mars 2012). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a émis 45 674 UAD - voir plus bas - (37 718 en 2012) et 8 090 UAD ont été exercées (aucune en 2012). Par ailleurs, aucune UAD n'a été annulée cette année ni l'an dernier.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la charge au titre des DPVA s'est élevée à 494 000 \$ (reprise de la charge de 43 000 \$ en 2012), tandis que la charge au titre des UAD s'est chiffrée à 369 000 \$ (164 000 \$ en 2012) (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés).

Ajustement apporté à certains régimes de rémunération fondée sur des actions

Par suite de la distribution spéciale versée aux actionnaires (voir plus haut) et compte tenu de son incidence sur le cours de l'action de la Société, le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 14 janvier 2013, un ajustement devant être apporté aux prix d'exercice des options sur actions et des DPVA en circulation de la Société, et l'émission d'UAD supplémentaires. L'ajustement a été effectué conformément aux régimes connexes de rémunération fondée sur des actions de la Société et a été approuvé par la Bourse de Toronto (« TSE ») comme prescrit en ce qui a trait aux ajustements apportés aux options sur actions. Cet ajustement représentait la différence entre le prix moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours de l'action de la Société négociée sur la TSE, immédiatement avant le 20 décembre 2012 (soit la date du début de la négociation ex-distribution de l'action de la Société, à la suite de la distribution spéciale aux actionnaires), et le prix moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours à partir du 20 décembre 2012. La Société a également émis des UAD supplémentaires sur la même base. L'impact sur le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options sur actions, des DPVA et des UAD de la Société se présente comme suit :

	<u>Avant ajustement</u>		<u>Après ajustement</u>	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Options sur actions	266 901	7,90 \$	266 901	3,27 \$
DPVA	39 000	7,39 \$	39 000	2,78 \$
UAD	47 871	S.O.	75 302	S.O.

Cet ajustement n'a eu aucun impact sur l'état des résultats consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 mars 2012 et le 31 mars 2013 :

	31 mars 2012		31 mars 2013		Variation	Référence
	Consolidé	Détenu en vue de la vente	Ajusté ⁽¹⁾			
	000 \$	000 \$	000 \$	000 \$	000 \$	
ACTIF						
Actif à court terme						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 007	-	62 007	101 256	39 249	A
Comptes clients	59 677	(17 153)	42 524	46 550	4 026	B
Impôts à recevoir	1 500	(1 500)	-	858	858	
Stocks	135 323	(30 915)	104 408	100 817	(3 591)	C
Instruments financiers dérivés	6 471	-	6 471	2 935	(3 536)	D
Autres actifs à court terme	16 492	(2 467)	14 025	12 577	(1 448)	
Total de l'actif à court terme	281 470	(52 035)	229 435	264 993	35 558	
Immobilisations corporelles, montant net	153 208	(74 785)	78 423	78 186	(237)	
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	24 514	(2 688)	21 826	26 472	4 646	E
Instruments financiers dérivés	3 236	-	3 236	284	(2 952)	F
Goodwill	36 068	(16 986)	19 082	19 180	98	
Actif détenu en vue de la vente	611	146 494	147 105	-	(147 105)	G
Total de l'actif	499 107	-	499 107	389 115	(109 992)	
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif à court terme						
Comptes fournisseurs et charges à payer	56 319	(15 478)	40 841	44 302	3 461	H
Comptes fournisseurs – autres	3 010	(100)	2 910	2 378	(532)	
Provisions	12 157	(2 206)	9 951	8 901	(1 050)	
Facturations progressives	16 393	(4 846)	11 547	10 211	(1 336)	I
Impôts à payer	2 381	576	2 957	2 549	(408)	
Instruments financiers dérivés	827	-	827	1 655	828	
Tranche à court terme de la dette à long terme	10 867	(4 364)	6 503	3 808	(2 695)	J
Passif directement associé aux actifs d'un groupe à céder classé comme détenu en vue de la vente	-	51 006	51 006	-	(51 006)	G
Total du passif à court terme	101 954	24 588	126 542	73 804	(52 738)	
Dette à long terme	108 249	(14 846)	93 403	59 149	(34 254)	J
Provisions	4 866	-	4 866	5 071	205	
Facturations progressives	7 512	(953)	6 559	2 068	(4 491)	I
Instruments financiers dérivés	2 700	-	2 700	909	(1 791)	K
Passifs d'impôt différé	17 071	(8 789)	8 282	12 425	4 143	L
Autres passifs	12 788	-	12 788	13 036	248	
Total du passif	255 140	-	255 140	166 462	(88 678)	
Capitaux propres						
Capital émis	102 202	-	102 202	25 365	(76 837)	M
Surplus d'apport	3 059	-	3 059	1 222	(1 837)	
Cumul des autres éléments du résultat global	2 515	800	3 315	2 647	(668)	
Cumul des autres éléments du résultat global directement associé aux actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	(800)	(800)	-	800	
Résultats non distribués	136 191	-	136 191	193 419	57 228	N
Capitaux propres	243 967	-	243 967	222 653	(21 314)	
Total du passif et des capitaux propres	499 107	-	499 107	389 115	(109 992)	

⁽¹⁾ Ajusté pour tenir compte des éléments détenus en vue de la vente associés aux activités vendues (voir la rubrique « Activités abandonnées »).

La section qui suit fournit des explications concernant des variations importantes survenues dans les bilans des activités poursuivies entre le 31 mars 2012 et le 31 mars 2013 (voir la référence dans le tableau qui précède) :

A- L'augmentation de 39,2 millions de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est principalement attribuable :

- Au produit de la transaction de vente de 297,8 millions de dollars obtenu en espèces, déduction faite du remboursement de dettes connexes de 54,0 millions de dollars, de l'impôt connexe sur le résultat payé de 50,6 millions de dollars et des frais de 8,2 millions de dollars payés pour la transaction de vente.
- À la distribution spéciale de 157,5 millions de dollars versée aux actionnaires de la Société au troisième trimestre.
- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités poursuivies de 20,6 millions de dollars, déduction faite des acquisitions d'immobilisations corporelles de 11,6 millions de dollars.

Se reporter aux états consolidés des flux de trésorerie consolidés pour de l'information plus détaillée.

B- L'augmentation de 4,0 millions de dollars des comptes clients est principalement attribuable à un accroissement des ventes au cours du dernier mois de l'exercice, par rapport au précédent exercice, combiné à l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2012 (impact de 0,7 million de dollars).

C- La baisse des stocks de 3,6 millions de dollars reflète principalement la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, en partie contrebalancée par une hausse des stocks liés aux programmes commerciaux résultant de l'accroissement des cadences de production de programmes de gros porteurs commerciaux et de jets d'affaires et l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des stocks des établissements américains (0,4 million de dollars).

D- La diminution de 3,5 millions de dollars des instruments financiers dérivés de l'actif à court terme est imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat, d'un exercice sur l'autre, d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de clôture utilisé, tous deux en date du bilan.

E- La variation de 4,6 millions de dollars des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est imputable à une hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme (5,0 millions de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale) et à l'acquisition de logiciels (0,5 million de dollars), déduction faite de l'amortissement du carnet de commandes (0,1 million de dollars) et des logiciels (0,8 million de dollars).

- F- La diminution de 3,0 millions de dollars des instruments financiers dérivés de l'actif à long terme est imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat, d'une année à l'autre, d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de clôture utilisé, tous deux en date du bilan.
- G- La diminution de l'actif détenu en vue de la vente est attribuable aux actifs cédés et aux passifs pris en charge par l'acquéreur, à la suite de la transaction de vente, combinés à la vente de l'usine de Rivière-des-Prairies de la Société, pour un produit brut de 0,8 million de dollars.
- H- L'augmentation de 3,5 millions de dollars des comptes fournisseurs et charges à payer résulte d'un accroissement du volume des ventes au cours du dernier mois de l'exercice, par rapport à l'exercice précédent, combiné à l'incidence du taux de change \$ US/\$ CA plus élevé utilisé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains, comparativement à l'exercice précédent (0,3 million de dollars).
- I- La réduction de 5,8 millions de dollars des facturations progressives à court et à long terme reflète essentiellement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même qu'une réduction du carnet de commandes lié à certains programmes militaires.
- J- La diminution de 36,9 millions de dollars de la dette à long terme (y compris la tranche à court terme) reflète :
- Le remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) du montant prélevé sur la facilité de crédit à la suite de la transaction de vente, ainsi que le remboursement d'autres dettes à long terme (8,4 millions de dollars);

Déduction faite :

- d'un prêt gouvernemental obtenu en soutien aux investissements effectués dans des programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale (5,6 millions de dollars);
 - d'un nouveau contrat de location-financement pour de l'équipement (0,8 million de dollars);
 - de la désactualisation au titre des intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales (1,7 million de dollars);
 - de l'amortissement des frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,4 million de dollars).
- K- La diminution de 1,8 million de dollars des instruments financiers dérivés des passifs à long terme est imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse reflète essentiellement le rachat de deux des trois contrats de swap de taux d'intérêt, représentant un montant nominal de 30 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars, parallèlement à la transaction de vente (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées »).

- L- L'augmentation de 4,1 millions de dollars des passifs d'impôt différé est principalement attribuable à l'utilisation d'attributs fiscaux au cours de l'exercice provenant d'exercices antérieurs.
- M- La baisse de 76,8 millions de dollars du capital émis reflète la réduction de 85,0 millions de dollars du capital émis effectuée et versée aux actionnaires de la Société dans le cadre de la distribution spéciale, déduction faite des frais de transaction connexes de 0,1 million de dollars. Elle traduit également les actions ordinaires émises à la suite de l'exercice d'options sur actions (8,0 millions de dollars) et l'émission d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société (0,3 million de dollars).
- N- L'augmentation de 57,2 millions de dollars des résultats non distribués est attribuable au résultat net de 132,0 millions de dollars réalisé par la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013, en partie contrebalancé par une perte actuarielle sur les régimes de retraite à prestations définies de 2,3 millions de dollars, déduction faite des impôts, enregistrée au cours de l'exercice, et par le dividende de 72,4 millions de dollars versé aux actionnaires de la Société dans le cadre de la distribution spéciale auquel s'ajoute les frais de transaction connexes de 0,1 million de dollars.

En date du 31 mars 2013 et du 31 mars 2012, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	31 mars 2013	31 mars 2012
Ratio du fonds de roulement	3,58:1	2,76:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101,3 M\$	62,0 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,27:1	0,44:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	(0,17:1)	0,23:1

(1) : Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un résumé des engagements contractuels de la Société, y compris les versements payables au cours de chacune des cinq années subséquentes et les suivantes.

Engagements contractuels (000 \$)	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales (incluant les frais d'intérêt effectifs accumulés)	50 516	1 883	6 524	6 030	36 079
Contrats de location-financement (incluant les frais d'intérêt)	5 962	1 801	3 533	463	165
Billet à payer (incluant les frais d'intérêt)	406	406	-	-	-
Facilité de crédit	22 352	-	22 352	-	-
Sous-total	79 236	4 090	32 409	6 493	36 244
Engagements d'acquisition d'immobilisations corporelles	1 176	480	370	289	37
Contrats de location simple – Bâtiments et installations	2 391	2 391	-	-	-
Total des engagements contractuels	82 803	6 961	32 779	6 782	36 281

Aide gouvernementale

Pour l'exercice 2013, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 2,8 millions de dollars (3,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations connexes ou coûts de développement capitalisés, un montant de 2,3 millions de dollars (5,1 millions de dollars lors de l'exercice précédent) en aide gouvernementale, présentés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels

En date du 31 mars 2013, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 1,2 million de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont payables au cours des six prochains exercices financiers. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 2,4 millions de dollars (se référer à la Note 23 des états financiers consolidés).

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les

facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

Au 31 mars 2013, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 123,5 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0325 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'avril 2013 et le mois de mars 2016, mais principalement au cours des deux prochains exercices (se reporter à la Note 29 des états financiers consolidés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 145,3 millions de dollars US en date du 31 mars 2012 assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0620. La diminution des contrats de change à terme reflète l'évolution du carnet de commandes fermes.

Aux 31 mars 2012 et 2013, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats visent à couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés et viendront tous à échéance au cours de l'exercice financier 2014.

En août 2012, à la suite de la transaction de vente et du remboursement de certaines dettes, la Société a racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente. Par conséquent, au 31 mars 2013, la Société ne détenait plus qu'une seule entente de swaps de taux d'intérêt qui fixait le TIOL américain à 3,91 % pour un montant nominal de 10 millions de dollars US et qui viendra à échéance en décembre 2015.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 31 mars 2013.

Conjoncture financière et économique

L'amélioration modeste et soutenue de l'économie mondiale a eu des répercussions positives sur la plupart des marchés de la Société liés à l'aérospatiale commerciale durant son exercice 2013. Dans le marché des gros porteurs commerciaux, Boeing et Airbus ont livré un nombre total record de 1 189 appareils au cours de l'année civile 2012. Les deux avionneurs procèdent également à des augmentations de cadence de production de certains programmes d'envergure et leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent environ sept ans de production aux cadences de production actuelles. Bien que les livraisons de jets d'affaires aient légèrement fléchi au cours de l'année civile 2012, certains signes positifs semblent toujours indiquer que les conditions s'améliorent, comme l'augmentation du nombre de déplacements

d'avions et la diminution du nombre d'avions d'affaires à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte. Le marché de l'aérospatiale militaire s'est cependant affaibli alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit.

L'économie mondiale demeure fragile en raison de la situation de la dette de plusieurs pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. En conséquence, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes aux secteurs commercial et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait contribuer à atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur la productivité en misant sur des initiatives d'optimisation de sa production, de réduction de ses coûts ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des gouvernements ou des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la volatilité économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se reporter aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

Principales estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des jugements et des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des revenus (ventes), des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation de passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des jugements et des estimations et a formulé des hypothèses. Les principaux jugements, estimations

et hypothèses relatifs à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient amener des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentés ci-dessous.

Perte de valeur des actifs non financiers

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles et tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux attribuables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget triennal et du plan stratégique de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux entrées de trésorerie futures attendues et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 15 des états financiers consolidés.

Païement fondé sur des actions

La Société comptabilise le coût des options sur actions, des UAD et des DPVA («attributions fondées sur des actions») en fonction de la juste valeur des actions ordinaires à la date à laquelle celles-ci sont attribuées. L'estimation de la juste valeur des attributions fondées sur des actions exige qu'un modèle d'évaluation approprié soit utilisé, lequel dépend des conditions de leur attribution. Cela peut également comprendre la détermination des intrants les plus appropriés au modèle d'évaluation, dont la durée de vie attendue de l'attribution fondée sur des actions, la volatilité et le rendement des actions ordinaires, ainsi que les hypothèses relatives à ces intrants. La durée d'utilité attendue des attributions fondées sur des actions est fondée sur des données historiques et n'est pas nécessairement représentative des types d'exercice qui pourraient survenir. La volatilité prévue reflète l'hypothèse que la volatilité historique est représentative des tendances à venir, ce qui pourrait ne pas être le cas.

Actifs d'impôt différés

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment où l'on disposera de résultats imposables futurs et du montant de ces résultats ainsi que des stratégies de gestion fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs, les hausses salariales futures, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les hypothèses fondamentales utilisées pour déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et les dépenses afférentes aux régimes, y compris l'analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail dans la note 22 des états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsqu'un projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives à la génération de trésorerie attendue des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser et à la durée attendue des avantages.

La récupération de ces coûts doit provenir des contrats de vente connexes par le biais de leur amortissement, en fonction des quantités prédéterminées dans le contrat. Les quantités comptables de production pour un contrat en particulier sont essentiellement établies au début du contrat ou à la date du contrat et sont basées sur l'évaluation de la direction de la demande anticipée pour l'avion ou le produit en question, en tenant compte principalement du carnet de commandes fermes et engagées ainsi que des options, de même que des conditions économiques et commerciales qui prévalent. La direction révisé cette hypothèse importante sur une base trimestrielle et une révision plus détaillée est effectuée à la fin de l'exercice. L'effet de toute révision apportée à cette hypothèse est comptabilisé immédiatement par l'enregistrement d'ajustement cumulatif durant la période ou l'exercice financier où la révision est effectuée.

Provisions

La société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir à des périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

Instruments financiers

Une partie de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, à la date d'entrée en vigueur, est estimée à l'aide de modèles d'évaluation selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie conformément aux modes de financement utilisés. Les taux d'actualisation

utilisés correspondent aux taux en vigueur sur le marché pour des titres de créance comportant des modalités semblables.

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9, *Instruments financiers*

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2015, et l'application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013, et cette nouvelle norme aura une incidence négligeable sur les états financiers consolidés.

IAS 1, *Présentation des états financiers*

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le changement principal découlant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de regrouper au poste Autres éléments du résultat global (« AERG ») les éléments qui doivent être reclassés à l'état des résultats. Les modifications confirment également les exigences existantes selon lesquelles les éléments figurant dans les AERG et le résultat net doivent être présentés dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La Société adoptera les modifications à la norme IAS 1 à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013. Cette nouvelle norme aura une incidence sur la présentation de l'état du résultat global consolidé, mais n'en aura aucune sur le cumul des autres éléments du résultat global.

IAS 19, Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Parmi les changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur de l'actif du régime). Cette modification devrait entraîner un coût de financement net plus élevé pour la Société. De plus, les modifications apportées à l'IAS 19 apportent de nouvelles exigences en matière d'information à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées en raison de leur participation à ces régimes. La Société adoptera les modifications à la norme IAS 19 à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013. L'application de cette nouvelle norme, aux résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013, aurait entraîné une augmentation de la charge de retraite de 433 000 \$ (318 000 \$ déduction faite de la charge d'impôt).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément à la Norme multilatérale 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (la « NM 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents annuels visés par les règlements d'information continue.

Au 31 mars 2013, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans la NM 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états

financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2013, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans la NM 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS.

Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2013 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux faisant l'objet d'une description ci-après.

Dépendance envers des clients importants

La Société s'expose à un risque du fait de l'importance de certains contrats ou clients. Les six plus importants clients de la Société représentent environ 69 % de ses ventes. La perte d'une commande quelconque ou encore un délai imposé par l'un de ces clients pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats de la Société.

Lorsque cela est possible, la Société réduit la portée de ce risque en concluant davantage de contrats de vente à long terme avec ses principaux clients.

Disponibilité et prix des matières premières

Les principales matières premières achetées par la Société sont l'acier, l'aluminium et le titane. La Société n'a pratiquement aucun contrôle sur la disponibilité et le prix de ces diverses matières premières. La difficulté à obtenir des matières premières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre d'ailleurs que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités de la Société et sa situation financière.

Au cours de l'exercice 2013, avec l'amélioration modeste de l'économie mondiale, la Société a continué à prendre des mesures visant à atténuer ces risques. C'est ainsi que diverses clauses figurent désormais à ses contrats de vente importants à long terme, lesquelles dispositions

prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Par ailleurs, la Société négocie également des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de matières premières. Enfin, la Société a rehaussé les mesures qu'elle prend à l'égard du contrôle de sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer de recevoir ses produits de base en temps opportun.

Risques opérationnels

Les activités poursuivies par la Société sont soumises à des risques opérationnels, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des fournisseurs clés, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et les systèmes d'information, lesquels représentent tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

À la lumière des risques opérationnels susmentionnés, la Société a instauré diverses stratégies et mesures de contrôle visant à réduire leur incidence sur son exploitation. Celles-ci comprennent :

- Des processus visant à garantir le déroulement approprié des approbations de soumissions, de la planification et de la réalisation de projets, et l'application de normes de qualité à toutes les étapes de la conception d'un nouveau produit, des réalisations d'après dessin et des travaux d'assemblage, de réparation et d'entretien. Ceci inclut l'évaluation de la capacité de la Société à atteindre ses objectifs en matière de ventes (contrats à prix fermes, clauses d'indexation, etc.) et de coût des produits de même qu'à conclure des ententes à long terme avec ses principaux fournisseurs et à instaurer des processus de soumissions concurrentielles.
- Des mesures appropriées de gestion des flux de trésorerie en ayant recours aux avances de clients, dans certains cas, et aux opérations de couverture de change.

Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique

L'incertitude persiste quant à l'impact qu'auront dans le futur la menace d'activités terroristes et les conflits en cours au Moyen-Orient sur le secteur de l'aérospatiale commerciale. Ces enjeux ont habituellement une incidence négative sur le trafic aérien commercial et un impact positif sur les dépenses militaires.

Conjoncture économique

Une conjoncture économique défavorable est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société. À titre d'exemple, l'industrie de l'aérospatiale civile des gros-porteurs a été confrontée dans les années passées à de nombreuses incertitudes, plus particulièrement du côté du marché des avions de 100 places et plus. Depuis l'exercice financier 2006, la faiblesse de la demande a exercé une influence négative sur le marché des jets régionaux. Par ailleurs, le marché des jets d'affaires est étroitement lié à la conjoncture économique. L'évolution de ces secteurs pourrait avoir une incidence négative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société. Bien que l'on assiste à un retour progressif de la croissance à long terme, ces secteurs conserveront leur caractère cyclique. De plus, le ralentissement des activités de fabrication causé par une conjoncture économique défavorable pourrait se traduire en des coûts importants pour la Société au chapitre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

Dépenses d'ordre militaire

L'incertitude persiste dans le marché de l'aérospatiale militaire, alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Les dépenses militaires sont approuvées par les instances gouvernementales sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. En dépit de son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire, et l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, la Société est touchée par les mesures d'austérité, en particulier dans le marché militaire aux États-Unis. Cependant, la diversité de ses produits et services devrait atténuer cet impact.

Fluctuations des devises

La Société s'expose à des risques liés aux fluctuations des devises du fait qu'elle poursuit certaines de ses activités au Canada en devises étrangères en plus de réaliser des affaires aux États-Unis. Dans le but d'atténuer ces risques de change et de se protéger, la Société a recours à des instruments financiers dérivés.

La politique de couverture du risque de change de la Société exige d'elle qu'elle réduise son exposition aux devises étrangères, essentiellement le dollar américain, résultant de ses activités canadiennes.

La politique de couverture exige la couverture de 50 à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises étrangères identifiée, essentiellement pour les deux exercices financiers à venir, des entrées de fonds anticipées découlant de ventes libellées en devise américaine, réalisées par ses établissements canadiens et en lien avec des contrats de vente à long terme, déduction faite des sorties de fonds anticipées, en dollars US, liées principalement à l'achat de matières premières et certains autres coûts de matériaux. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices financiers sur une base très réduite, les entrées/déboursés nets de fonds anticipés, d'une nature similaire à ceux susmentionnés, en lien avec certains contrats de vente spécifiques à long terme.

Situation de trésorerie et accès à des sources de financement

La Société a continuellement recours aux marchés financiers pour financer ses activités. Pour subvenir à ses besoins financiers, la Société fait usage de titres de créance à long terme et à court terme et puise à même les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Tout facteur susceptible d'entraver la capacité de la Société d'accéder aux marchés financiers, notamment les fluctuations importantes des taux d'intérêt sur le marché, les changements de la conjoncture économique ou encore la perception qu'entretiennent les investisseurs à l'égard de la situation financière ou des perspectives de croissance de la Société, pourrait porter préjudice à la situation financière et aux résultats opérationnels de la Société.

Clauses restrictives

Les actes de fiducie régissant certaines créances de la Société, et plus particulièrement sa facilité de crédit, renferment des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la capacité qu'a celle-ci de :

- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif;
- contracter des titres de dette assortis d'une garantie;

- s’engager dans des transactions de fusion ou de consolidation;
- s’engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.

La société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de sa facilité de crédit, lesquelles doivent être respectées à tous les trimestres. Ceci inclut des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du BAIIA sur le service de la dette, un ratio maximum de la dette nette sur le BAIIA et un ratio maximum de la dette nette sur capitaux propres, tous calculés sur une base consolidée. Ces expressions et ratios sont définis dans la facilité de crédit et ne correspondent pas nécessairement aux indicateurs financiers de la Société ni aux expressions utilisées dans le présent rapport de gestion.

En outre, la Société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de certains contrats de location-financement et de prêts des autorités gouvernementales. Ceux-ci comportent des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du fonds de roulement et un ratio maximum de la dette à long terme sur les capitaux propres sur la base du bilan consolidé de la Société, de même que des niveaux minimums de capitaux propres pour certaines filiales de la Société.

Ces restrictions pourraient entraver la capacité qu’a la Société de financer ses activités futures ou ses besoins en capitaux, ou de s’engager dans d’autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.

Fluctuation des taux d’intérêt

La rentabilité de la Société pourrait subir les contrecoups du niveau et des fluctuations des taux d’intérêt. Dans le cadre de son programme de gestion de l’actif et du passif, la Société a recours aux produits dérivés, lorsqu’approprié, pour atténuer ou réduire globalement ses risques financiers.

Afin d’atténuer ces fluctuations, la Société a mis en place une politique de placement à court terme qui dicte le niveau et le type de placements qu’elle devrait chercher à effectuer. La Société maintient également un bon équilibre entre les taux fixes et variables dans son portefeuille de financement.

Environnement commercial externe

La Société fait face à un certain nombre de facteurs de risque externes, plus particulièrement la conjoncture économique, les politiques gouvernementales, les changements de priorités des instances gouvernementales et la possibilité que les gouvernements sabrent leurs dépenses.

Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie

Complexes et perfectionnés, les produits fabriqués par la Société pourraient présenter des défauts difficiles à détecter et à corriger. Des imperfections pourraient être constatées dans les produits de la Société après leur livraison aux clients. Le cas échéant, la Société pourrait ne pas être en mesure de corriger ces irrégularités. L’apparition d’erreurs et de défauts dans les produits de la Société pourrait donner lieu à des réclamations au titre de la garantie ou encore mener à la perte de clients. Les réclamations, les erreurs ou les défauts sont susceptibles d’avoir un effet préjudiciable sur les résultats opérationnels et les activités de la Société. En outre, en raison de la nature des activités de la Société, celle-ci pourrait être visée par des réclamations

en responsabilité à l'égard de produits de sa propre fabrication ou encore de produits à l'égard desquels elle fournit des services. La société ne peut obtenir la certitude que sa couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs réclamations d'importance. Qui plus est, nul ne peut garantir que la société sera en mesure d'obtenir une couverture d'assurance d'une teneur et d'un prix satisfaisants dans le futur. Se référer à la rubrique intitulée « Risques opérationnels » apparaissant plus haut.

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des amendements à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. Cette dernière surveille ces risques au moyen de politiques et de systèmes de gestion de l'environnement.

Conventions collectives

La Société est partie à certaines conventions collectives échéant à divers moments dans le futur. Dans la mesure où la Société ne parvenait pas à reconduire ces conventions ou tout autre accord lorsqu'il y aurait lieu de le faire, il pourrait en résulter des arrêts et des interruptions de travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société.

En avril 2011 et en décembre 2011, la Société a renouvelé, respectivement, ses conventions collectives avec les employés de son usine de trains d'atterrissage de Longueuil et avec ceux de son usine de trains d'atterrissage de Laval, toutes les deux pour une période de trois ans.

Main-d'œuvre qualifiée

La capacité de Héroux-Devtek d'atteindre ses objectifs dans l'avenir dépend, en partie, de son habileté à attirer et à retenir à son service les travailleurs qualifiés nécessaires à la poursuite de ses activités. Il est anticipé que le marché des travailleurs spécialisés de l'industrie de l'aérospatiale demeurera fortement concurrentiel dans le futur. L'incapacité de la Société à attirer et à retenir à son service des travailleurs qualifiés, plus particulièrement des ingénieurs, des machinistes et des programmeurs, pourrait avoir une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats opérationnels.

La réponse de la Société face à ce risque consiste à développer à l'interne les compétences de ses ressources humaines, à retenir les employés qualifiés qu'elle compte déjà dans ses rangs et à attirer les meilleurs talents qui soient en entretenant une culture organisationnelle forte. Par conséquent, Héroux-Devtek n'entrevoit pas un accroissement substantiel de ses besoins en matière de main-d'œuvre au cours des prochaines années.

Obligations au titre des régimes de retraite

Les cycles économiques ont des répercussions négatives sur le financement des régimes de retraite à prestations définies de la Société et des dépenses connexes. Rien ne garantit que les dépenses et les contributions nécessaires au financement de ces régimes de retraite n'augmenteront pas dans l'avenir et, par conséquent, qu'elles n'aient pas de répercussions négatives sur les résultats opérationnels et la situation financière de la Société. Les risques associés au financement des régimes à prestations définies pourraient se matérialiser dans

l'éventualité où les obligations totales aux termes d'un régime de retraite surpasseraient la valeur totale de ses fonds en fiducie. Des rendements moins élevés que prévus sur les placements, des changements au taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite ou encore des pertes actuarielles peuvent engendrer des manques à gagner. Ce risque est atténué par les politiques et procédures instituées par la Société et son comité des régimes de retraite pour surveiller les risques liés aux placements et le financement des régimes de retraite.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(000 \$, sauf les données par action)	Total	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre
<i>Pour l'exercice clos le 31 mars 2013</i>					
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les charges ⁽¹⁾ (\$ CA /équivalent 1 \$ US)	1,0013	1,0102	0,9948	0,9913	1,0089
Ventes des activités poursuivies	257 022	63 780	57 684	61 742	73 816
BAIIA des activités poursuivies	33 020	8 253	6 972	7 654	10 141
Résultat net découlant des activités poursuivies	13 819	3 025	2 724	3 296	4 774
Résultat net découlant des activités abandonnées	118 226	3 258	110 000	1 289	3 679
Résultat net	132 045	6 283	112 724	4 585	8 453
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base	0,45	0,10	0,09	0,11	0,15
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) - dilué	0,44	0,10	0,09	0,11	0,15
Bénéfice par action (\$) – de base	4,27	0,21	3,68	0,15	0,27
Bénéfice par action (\$) - dilué	4,24	0,20	3,64	0,15	0,27
<i>Pour l'exercice clos le 31 mars 2012</i>					
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les charges ⁽¹⁾ (\$ CA /équivalent 1 \$ US)	0,9931	0,9676	0,9802	1,0231	1,0012
Ventes des activités poursuivies	253 521	61 292	55 464	61 988	74 777
BAIIA des activités poursuivies	37 447	8 494	7 300	10 241	11 412
Résultat net découlant des activités poursuivies	15 875	3 285	2 481	4 507	5 602
Résultat net découlant des activités abandonnées	10 606	2 512	2 331	2 403	3 360
Résultat net	26 481	5 797	4 812	6 910	8 962
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base	0,52	0,11	0,08	0,15	0,18
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) - dilué	0,52	0,11	0,08	0,15	0,18
Bénéfice par action (\$) – de base	0,87	0,19	0,16	0,23	0,29
Bénéfice par action (\$) - dilué	0,86	0,19	0,16	0,23	0,29

⁽¹⁾ À l'exclusion des contrats de change à terme.

Habituellement, le niveau d'activité au deuxième trimestre d'un exercice financier est un peu moins élevé en raison de facteurs saisonniers comme les fermetures d'usine et les vacances estivales.

Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2013

Les ventes consolidées ont reculé de 1,0 million de dollars, soit 1,3 %, pour s'établir à 73,8 millions de dollars, contre 74,8 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Ce recul est attribuable à une baisse de 7,0 millions de dollars, ou 14,4 %, des ventes de produits militaires, en partie contrebalancée par une progression des ventes de 6,0 millions de dollars, ou 23,0 %, dans le secteur commercial, qui s'explique principalement par l'accroissement de la cadence de production du programme du gros porteur commercial B-777 et une augmentation des ventes commerciales réalisées sur le marché secondaire en lien avec certains programmes d'avions régionaux et d'hélicoptères, ainsi qu'avec le programme du CL-415 de Bombardier. Le recul des ventes de produits militaires s'explique par une diminution du flux de production à la ligne de produits Trains d'atterrissage attribuable à certaines inefficacités de fabrication, combinée à une baisse de la demande des clients dans le secteur militaire découlant du report, par certains clients, de commandes liées à des programmes militaires et de l'annulation de commandes liées au programme du C-5, une situation qui témoigne de la faiblesse du marché militaire américain. Les fluctuations des devises ont eu pour effet de réduire les ventes de 0,1 million de dollars, ou 0,1 %, par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2013, la marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 16,3 %, en baisse de 2,7 % par rapport à 19,0 % l'an dernier, ce qui comprend l'incidence négative de 0,1 % résultant des fluctuations des devises américaine et canadienne. La baisse est attribuable à une composition défavorable des ventes de produits militaires sur le marché secondaire et une sous-imputation plus importante de certains frais généraux de fabrication résultant de la réduction du volume des ventes expliquée plus haut.

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 6,9 millions de dollars, ou 9,4 % des ventes, pour le trimestre clos le 31 mars 2013, soit un recul de 1,2 million de dollars, ou 1,4 % des ventes par rapport à celui de 8,1 millions de dollars, ou 10,8 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice, attribuable essentiellement en raison principalement de la diminution de la marge brute expliquée plus haut. La Société a enregistré un résultat net découlant des activités poursuivies de 4,8 millions de dollars, soit 0,15 \$ par action diluée, comparativement à 5,6 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action diluée, l'an dernier. Le résultat net pour le trimestre clos le 31 mars 2013 s'est élevé à 8,5 millions de dollars, soit 0,27 \$ par action diluée, incluant 3,7 millions de dollars des activités abandonnées. Ce résultat reflète essentiellement un ajustement favorable de 2,8 millions de dollars, déduction faite de la charge d'impôt, au gain net réalisé sur la transaction de vente. Lors du précédent exercice, le résultat net de 9,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2012 comprenait le résultat net découlant des activités abandonnées d'un montant de 3,4 millions de dollars.

Les flux de trésorerie générés par les activités poursuivies se sont chiffrés à 9,1 millions de dollars, comparativement à 9,5 millions de dollars au quatrième trimestre du précédent exercice, en raison essentiellement d'une baisse du résultat net cette année. La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies a représenté une sortie de fonds de 0,3 million de dollars, comparativement à une entrée de fonds de 2,2 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice précédent. La sortie de fonds de ce trimestre résulte essentiellement d'une augmentation des comptes clients (10,1 millions de dollars) en partie contrebalancée par une baisse des stocks (7,9 millions de dollars) et une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs (1,9 million de dollars), comparativement au précédent trimestre clos le 31 décembre 2012. Les entrées de fonds du précédent exercice étaient principalement attribuables à une réduction des stocks (8,1 millions de dollars) combinée à une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (2,9 millions de dollars) qui avaient été en partie contrebalancées par une augmentation des comptes clients (8,9 millions de dollars), comparativement au trimestre clos le 31 décembre 2011. Ces variations résultent de l'accroissement du volume des ventes au quatrième trimestre, comparativement au troisième trimestre.

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent en général favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 5,4 % au cours de l'année civile 2013, après une progression de 5,3 % durant l'année civile 2012, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 2,7 % au cours de l'année civile 2013, après avoir reculé de 2,0 % durant l'année civile 2012⁹.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des augmentations de cadence de production de plusieurs programmes d'envergure pour les années civiles 2013 et 2014, bien que la production du B-747 sera légèrement réduite durant l'année civile 2014¹⁰. Les deux avionneurs prévoient ainsi hausser leurs livraisons au cours de l'année civile 2013 par rapport à l'année précédente. Leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent environ sept années de production aux cadences actuelles.

Dans le marché des jets d'affaires, même si les livraisons ont légèrement fléchi durant l'année civile 2012, certains indicateurs pointent vers une reprise imminente, comme une utilisation accrue des avions et une réduction du nombre d'avions d'occasion à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement, une période où l'on prévoit l'entrée en service de plusieurs modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage.¹¹

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire devraient demeurer difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le financement proposé du budget de base de la Défense pour l'exercice financier 2014 est légèrement inférieur au

⁹ Source : IATA, Prévisions financières de l'industrie, 20 mars 2013

¹⁰ Sources : Communiqués de presse d'Airbus du 4 avril 2013, 18 mai 2011 et 3 février 2011. Communiqués de presse de Boeing du 19 avril 2013, 18 mars 2013, 12 novembre 2012, 23 octobre 2012, 10 janvier 2012 et 15 juin 2011.

¹¹ Sources: JETNET, FAA, Teal Group, Forecast International.

financement adopté pour l'exercice 2013¹², et comprend une réduction de 1,4 % du financement proposé pour l'équipement, les systèmes, la recherche, le développement technologique et les armes. Comme le financement proposé pour l'exercice 2014 demeure supérieur aux limites budgétaires établies en vertu des réductions de dépenses prévues dans le budget fédéral (*Sequestration*), le financement réel pourrait s'avérer considérablement moindre si ces réductions n'étaient pas renversées. La Société pourrait être touchée par les compressions budgétaires à la Défense américaine au-delà de son exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2014, en dépit de son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et de l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, qui devraient atténuer cet impact.

Le bilan de la Société demeure solide avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 101,3 millions de dollars au 31 mars 2013. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 16 millions de dollars pour l'exercice 2014 et d'envisager la réalisation d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et ses technologies.

Au 31 mars 2013, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 361 millions de dollars, comparativement à un carnet de commandes pour les activités poursuivies de 388 millions de dollars à la clôture du précédent exercice. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

À la lumière de son carnet de commandes et des tendances actuelles du marché, la Société prévoit que la croissance interne de ses ventes pour l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2014 sera similaire à celle enregistrée pour l'exercice clos le 31 mars 2013, en supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie. Stimulées par la vigueur soutenue du secteur des gros porteurs commerciaux et la reprise du marché des jets d'affaires, les ventes commerciales pourraient croître de plus de 10 %, tandis que les ventes de produits militaires devraient reculer encore davantage en raison des restrictions budgétaires aux États-Unis. Ces restrictions pourraient également affecter le calendrier des ventes de services et de produits militaires. À long terme, Héroux-Devtek demeure déterminée à réaliser son objectif déclaré d'enregistrer une progression moyenne de 10 % par année, par le biais de la croissance interne et d'alliances stratégiques, pour autant que les cours des devises demeurent relativement stables

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit le 22 mai 2013 et par le conseil d'administration le 23 mai 2013. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

¹²

Source : Rapport du Département de la Défense des États-Unis publié le 10 avril 2013